

La Belgique est-elle ingouvernable ?

Un pays brisé. Mardi, au lendemain de la démission du formateur royal Elio Di Rupo, « Le Soir » mettait en avant le caractère de plus en plus inextricable de la crise politique belge. Trois lignes de fracture, écrivions-nous, rendent de plus en plus difficile toute prise de décision : l'opposition droite-gauche, le contentieux communautaire et le bras de fer permanent entre l'Etat fédéral et les Régions. Un constat très dur. Mais qui n'est pas faux...

Pascal Delwit

Politologue de l'ULB



© ALAIN DEWEZ.

« Le pays est plus difficile à gérer qu'il y a vingt ans »

Nous assistons à une nouvelle aggravation de la crise politique belge. Notre pays est-il devenu ingouvernable ?

Il y a des éléments structurels qui rendent le pays plus difficile à gouverner qu'il y a vingt ou trente ans. La polarisation des clivages est plus importante, que ce soit, l'opposition gauche-droite sur le plan économique ou le clivage communautaire. En outre, le fédéralisme produit des éléments centrifuges pour la gouvernance en Belgique. D'un point de vue politique, la dissociation des législatures fédérale et des entités fédérées rend tout plus difficile parce qu'elle provoque des asymétries, il y a énormément de parties prenantes directes ou indirectes à une négociation. Prenons la discussion budgétaire actuelle : il y a les six partenaires autour de la table mais aussi la N-VA au gouvernement flamand, Ecolo aux gouvernements francophones.

Presque tout le monde est impliqué...

Oui, nous ne sommes plus dans une dynamique où l'on peut faire des arbitrages généraux. Tout est segmenté, certains acteurs sont présents à un niveau et pas à l'autre. On a bien senti par exemple que la famille libérale, étant absente du pouvoir au niveau régional, a essayé de leur transférer une part de l'assainissement. Un autre élément qui rend la prise de décision de plus en plus difficile est culturel. Les paysages politiques sont différents au nord et au sud du pays, ils l'ont sans doute toujours été, mais on ne se comprend plus et on n'a visiblement plus envie de se comprendre.

Les deux clivages, communautaires et gauche-droite, se renforcent ?

Ils se renforcent partiellement, en effet, on

l'a encore vu avec la proposition de Bart De Wever de mener un gouvernement d'urgence socio-économique. Deux nuances, pourtant. Tout d'abord, la Belgique n'a jamais été spécialement facile à gouverner. Ensuite, le contexte n'aide pas. La crise du secteur bancaire et l'impact sur les dettes des Etats rendent difficile la confection des budgets dans tous les Etats. Dans tous les pays européens, des partis politiques se font sanctionner, des gouvernements prennent beaucoup de temps à se constituer.

Après 526 jours, on a assisté lundi à des scènes surréalistes, non ?

C'est le côté inédit. Ce qui faisait la marque de fabrique de la Belgique, cette capacité des élites à forger des compromis, semble avoir disparu. Le paradoxe, c'est que l'on pensait que le plus dur était fait avec l'accord institutionnel. Je savais que les négociations concernant le budget seraient dures, mais je n'imaginais pas qu'il y aurait un blocage. On replonge dans l'incapacité politique des dernières années. Ce n'est pas fini, bien sûr, mais chaque étape est une secousse pour l'opinion, chaque étape détériore notre image à l'étranger, fragilise notre position financière... Tout cela n'est pas sans impact.

Cela pourrait-il mener à quelque chose d'insurmontable ?

Nous n'y sommes pas encore, même si c'est long et compliqué. Au risque d'être trop rationnel, je ne vois pas d'alternative. La scission du pays n'est quasiment pas possible. Il faut conclure et il faut former un gouvernement. Ce serait de la folie furieuse d'aller aux élections. ■

Propos recueillis par
OLIVIER MOUTON

Dave Sinardet

Politologue à l'université d'Anvers



© PIERRE-YVES THIENPONT.

« On doit oser des réponses plus créatives »

Le pays est-il devenu ingouvernable ?

Les lignes de fracture que vous mettez en « une » de votre journal se recoupent, en quelque sorte. En Belgique, les lignes de fracture se voient surtout entre les partis. S'ils se trouvent dans une majorité et pas dans une autre, ils prendront inévitablement des positions différentes. La demande libérale d'une plus grande contribution régionale dans l'assainissement se situait surtout à ce niveau.

La fracture gauche-droite rejoint par ailleurs la fracture communautaire, les deux sont intrinsèquement liées. Avec des nuances, bien sûr, au sein des grandes familles politiques : le SP.A est moins à gauche que le PS, l'Open VLD est plus à droite que le MR.

Le fait qu'il y ait autant de partis impliqués, que ce soit au sein des négociations ou en dehors, via les majorités régionales, est-ce cela la source du mal ?

Oui, l'éparpillement des voix et l'éclatement des paysages politiques joue un rôle, c'est sûr. La façon dont notre système électoral est organisé renforce ces fractures, que ce soit la division des partis et le manque d'une circonscription fédérale. Cela fait en sorte qu'un parti comme le PS ne tient compte que d'un certain contexte wallon, tandis que l'Open VLD ne tient compte que d'un certain contexte flamand. Chacun ne s'adresse qu'à son propre électorat. Il est difficile d'être de droite en Wallonie comme il est difficile d'être de gauche en Flandre.

La situation économique est critique, la presse européenne est forte et l'on assiste à cette crise. Les citoyens se demandent si ce pays est sous contrôle...

Le problème n'est pas uniquement belge, il

"Le(s) présent(s) article(s) est (sont) reproduit(s) avec l'autorisation de l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be "

Le Soir - 231111 - p.11

ne faut pas trop dramatiser comme vous le faites en « une ». Même aux Etats-Unis, ils peinent à s'entendre et il y a là-bas aussi deux démocraties, celle des conservateurs, sous la pression du Tea party, et celles des démocrates. Cela n'a rien à voir avec la langue... Et regardez dans d'autres pays européens... Le contexte économique est très difficile partout. Mais des décisions assez libérales sont prises, ce que l'on souhaite en Flandre tandis qu'en Wallonie, on reste avec un parti socialiste assez strict, très traditionnel. Cela rend les choses plus difficiles, c'est évident.

Comment sortir de ce blocage ?

Nous manquons un peu de créativité. Tant l'Open VLD que le PS restent avec des recettes assez classiques des années passées. Il serait intéressant de repenser fondamentalement les choses, de trouver de nouveaux équilibres. On parle de gagner un peu d'argent sur les voitures de société, mais on pourrait considérer qu'il est absurde de subsidier l'utilisation de la voiture à hauteur de quatre milliards d'euros par an. Si on supprime cet avantage, qui s'apparente à une forme de salaire complémentaire, on pourrait le remplacer par une réduction de l'impôt sur le travail. On penserait différemment, en sortant des clivages traditionnels. Mais non, chacun campe sur des positions qui remontent aux années 1950, très prévisibles. De façon plus structurelle, on pourrait imaginer des réformes de notre système via la circonscription fédérale ou la démocratie participative. Cela permettrait précisément de sortir des lignes de fracture actuelles. ■

Propos recueillis par
O.I.M.